

RAPPORT SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT, 1997

Rapport du secrétariat de la Conférence des Nations Unies
sur le commerce et le développement

UNCTAD/TDR/17		<p>Avant-propos Table des matières Notes explicatives Abréviations Aperçu général</p>
UNCTAD/TDR/17(Vol.I)	<p>Première partie</p> <p>Chapitre I</p> <p>Chapitre II</p> <p>Annexe de la première partie</p>	<p>Les grandes tendances</p> <p>L'économie mondiale : évolution et perspectives</p> <p>Les marchés internationaux de capitaux et la dette extérieure des pays en développement</p> <p>Questions en cause dans les différends commerciaux survenus à propos des dispositions de l'Accord instituant l'OMC relatives au traitement national</p>
UNCTAD/TDR/17(Vol.II)	<p>Deuxième partie</p> <p>Chapitre I</p> <p>Chapitre II</p> <p>Chapitre III</p> <p>Annexe du chapitre III</p>	<p>Mondialisation, répartition et croissance</p> <p>Les questions en jeu</p> <p>Mondialisation et convergence économique</p> <p>Inégalité des revenus et développement</p> <p>Tendances de la répartition des revenus personnels dans quelques pays en développement</p>

UNCTAD/TDR/17(Vol.III)	Chapitre IV	Libéralisation, intégration et répartition du revenu
	Chapitre V	Répartition du revenu, accumulation du capital et croissance
	Chapitre VI	Promotion de l'investissement : quelques leçons d'Asie de l'Est

AVANT-PROPOS

Le *Rapport sur le commerce et le développement, 1997* examine les tendances de l'économie internationale et plus particulièrement leur influence sur les pays en développement, en comparant les résultats économiques actuels avec ceux des années précédentes et en évaluant les perspectives de développement. Il met ainsi en lumière les problèmes pressants auxquels sont confrontés les pays en développement et la communauté internationale dans son ensemble.

S'inspirant des thèmes de la neuvième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement ainsi que des travaux des commissions régionales de l'ONU et des institutions spécialisées, la présente livraison du *Rapport* traite plus spécialement de l'aggravation des écarts de revenus entre les pays et dans les pays.

Parvenir à une croissance plus équitable reste un objectif primordial des activités de l'ONU en faveur du développement. Le présent *Rapport* montre le rôle essentiel de l'investissement dans l'accélération de la croissance, ainsi que la contribution qui peut être celle de politiques publiques appropriées. Un partenariat entre l'ONU, les gouvernements et la société civile peut être, et sera, le moyen de réaliser le double objectif d'une croissance plus rapide et d'une plus grande égalité des revenus.

Le Secrétaire général de l'ONU

Kofi A. Annan

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS

Notes explicatives

Abréviations

APERÇU GENERAL

PREMIERE PARTIE

LES GRANDES TENDANCES

Chapitre I. L'ECONOMIE MONDIALE : EVOLUTION ET PERSPECTIVES

- A. Tour d'horizon
 - 1. Production mondiale
 - 2. Commerce mondial
 - 3. Prix des produits de base

- B. L'économie mondiale : Croissance et déséquilibres
 - 1. Pays développés à économie de marché
 - 2. Amérique latine
 - 3. Asie en développement
 - 4. Afrique
 - 5. Europe centrale et orientale

- C. Perspectives à court terme et incertitudes

Notes

Chapitre II. LES MARCHES INTERNATIONAUX DE CAPITAUX ET LA DETTE EXTERIEURE DES PAYS EN DEVELOPPEMENT

- A. Tendances récentes du financement extérieur privé

- B. Flux de capitaux et politiques adoptées dans certains pays en développement

- C. Conditions des crédits à l'exportation et des autres formules de financement du commerce extérieur

- D. Renégociation et réduction de la dette bancaire

- E. Dette publique
 - 1. Premières étapes de l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (PPTE)
 - 2. Questions relatives à l'Initiative PPTE et modifications apportées au plan d'action initial

Notes

Annexe de la première partie

Questions en cause dans les différends commerciaux survenus à propos des dispositions de l'Accord instituant l'OMC relatives au traitement national

DEUXIEME PARTIE

MONDIALISATION, REPARTITION ET CROISSANCE

Chapitre I. LES QUESTIONS EN JEU

Chapitre II. MONDIALISATION ET CONVERGENCE ECONOMIQUE

- A. Introduction
- B. Mondialisation et convergence
- C. Les enseignements du XIXe siècle
- D. Les tendances contemporaines
 - 1. Evolution générale
 - 2. Convergence économique dans les pays de l'OCDE
 - 3. Convergence économique dans l'Union européenne
 - 4. Divergence entre les pays en développement
- E. Commerce, croissance et convergence
 - 1. Commerce et croissance
 - 2. Le commerce et la convergence des salaires
- F. Mobilité des capitaux, croissance et convergence
 - 1. Investissement étranger direct
 - 2. Flux financiers
 - 3. Mobilité des capitaux, accumulation et convergence des bénéfiques

Notes

Chapitre III. INEGALITE DES REVENUS ET DEVELOPPEMENT

- A. Introduction
- B. Répartition personnelle du revenu : observations récentes
 - 1. Inégalité des revenus : différences entre le Nord et le Sud
 - 2. Les grandes tendances
 - 3. Croissance et inégalité
 - 4. Evolution relative de la part de revenu de différents groupes

TABLE DES MATIERES (suite)

- C. Différences en matière d'inégalité du revenu entre les pays
- D. Main-d'oeuvre excédentaire, croissance et inégalité des revenus
 - 1. Quelles sont les forces qui déterminent le degré d'inégalité ?
 - 2. L'expérience
- E. Conclusions

Notes

Annexe du chapitre III : TENDANCES DE LA REPARTITION DES REVENUS
PERSONNELS DANS QUELQUES PAYS EN DEVELOPPEMENT

Chapitre IV. LIBERALISATION, INTEGRATION ET REPARTITION DU REVENU

- A. Introduction
- B. Libéralisation du commerce et inégalité des salaires
- C. Intégration et répartition du revenu entre le travail et le capital
- D. Les réformes des prix agricoles
- E. Endettement, finances et répartition
- F. Conclusions

Notes

Chapitre V. REPARTITION DES REVENUS, ACCUMULATION DU CAPITAL ET
CROISSANCE

- A. Introduction
- B. Economie politique de la répartition et de la croissance
- C. Répartition, éducation et acquisition des compétences
 - 1. Répartition et éducation
 - 2. Emploi, investissement et acquisition des compétences
- D. Répartition fonctionnelle et individuelle des revenus et accumulation

TABLE DES MATIERES (suite)

- E. Profits et accumulation
 - 1. Les pays industrialisés
 - 2. Epargne des entreprises dans les pays en développement
 - 3. Profits, épargne et répartition

Notes

Chapitre VI. PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT : QUELQUES LECONS D'ASIE DE L'EST

- A. Introduction
- B. Stimulation du couple bénéfices-investissement
- C. Régulation de la consommation de luxe, du commerce et de l'industrialisation
 - 1. La consommation de luxe
 - 2. Production et exportations
- D. Intéressement des travailleurs, répartition et accumulation
 - 1. Ampleur et nature du système d'intéressement aux résultats de l'entreprise
 - 2. Systèmes d'intéressement, répartition et accumulation

Notes

LISTE DES TABLEAUX

Tableaux

- 1 Production mondiale, 1993-1997
- 2 Exportations et importations par grandes régions et groupements économiques, 1994-1996
- 3 Prix mondiaux des produits de base, 1994-1997
- 4 Amérique latine : Production, exportations et importations, 1994-1996
- 5 Asie en développement : Production et valeur des exportations et des importations dans certains pays et certaines sous-régions, 1994-1996
- 6 Afrique : Evolution de la production par sous-région, 1990-1996
- 7 Pays européens en transition : Indicateurs économiques choisis, 1994-1996
- 8 Croissance du PIB dans certains pays de l'OCDE en 1996 : Comparaison de la croissance réelle avec les prévisions de diverses institutions
- 9 Différentes prévisions de la croissance du PIB dans certains pays de l'OCDE pour 1997
- 10 Quelques catégories de moyens de financement internationaux et part des pays en développement et des pays européens en transition, 1992-1996
- 11 Créances extérieures des banques de la zone déclarante de la BRI sur les pays en développement et les pays en transition, 1994-1996
- 12 Total des crédits à l'exportation accordés aux pays en développement et aux pays en transition, par région
- 13 Apports financiers extérieurs à certains pays en développement et pays en transition, par grandes catégories, 1991-1995
- 14 Caractéristiques de la balance des paiements et du financement extérieur de certains pays d'Asie, d'Europe orientale et d'Amérique latine, 1994-1997
- 15 Prêts bancaires internationaux et autres instruments de financement de la dette dans certains pays, 1995 et 1996
- 16 Taux d'intérêt à court terme représentatifs dans certains pays, 1995-1997
- 17 Taux d'intérêt commerciaux de référence
- 18 Conditions de la couverture de l'assurance-crédit offerte à certaines régions par deux organismes de crédit à l'exportation
- 19 Evolution des conditions de la couverture de l'assurance-crédit offerte à certaines régions par deux organismes de crédit à l'exportation
- 20 Primes appliquées par les principaux organismes de crédit à l'exportation à certains pays en développement et pays en transition, 1996
- 21 Proportion des organismes de crédit à l'exportation de certains pays de l'OCDE ayant enregistré des déficits de trésorerie en 1987-1996
- 22 Modalités de paiement recommandées pour certains pays en développement et pays en transition
- 23 Principaux indicateurs de la dette des pays pauvres lourdement endettés, 1985-1994

Tableaux (suite)

- 24 Indicateurs de la croissance de l'activité économique internationale, 1964-1994
- 25 Croissance du commerce et de l'industrie dans certains pays, 1870-1913
- 26 Indicateurs de l'activité économique dans les pays du G-7 sous divers régimes monétaires internationaux
- 27 Les pays en développement dont le taux de croissance a rattrapé ou dépassé celui des pays de l'OCDE, 1960-1990
- 28 Part des différentes régions dans la production manufacturière mondiale depuis 1970
- 29 Position des pays dans la répartition mondiale des revenus, 1965 et 1990
- 30 Convergence des revenus dans les pays en développement, par région, 1960-1990
- 31 Salaire et productivité par travailleur dans un certain nombre de pays en développement et de secteurs d'activité par rapport aux Etats-Unis, 1980 et 1993
- 32 Flux d'investissements étrangers directs en Malaisie et dans d'autres pays en développement
- 33 Inégalité des revenus, depuis 1970, par région
- 34 Répartition des revenus des ménages urbains en Amérique latine, pour diverses années, à partir de 1979
- 35 Evolution récente de la répartition du revenu et du PNB par habitant en Afrique sub-saharienne
- 36 Rapport entre croissance et évolution des inégalités en matière de revenus dans les pays en développement, 1965-1995
- 37 Périodes de divergence et de convergence du revenu du quintile le plus riche et de la classe moyenne dans certains pays en développement
- 38 Fréquence de l'occurrence de différents types d'évolution de la répartition du revenu des individus au cours de la période 1965-1995, par région
- 39 Inégalité de la répartition des terres dans certains pays et régions en développement
- 40 Termes de l'échange de l'agriculture pour l'Afrique subsaharienne et l'ensemble du monde, 1973-1995
- 41 Rapport des prix à la production aux valeurs unitaires des exportations des principaux produits de base dans neuf grands pays exportateurs africains, 1973-1994
- 42 Epargne et investissement privés en pourcentage du PIB dans certains pays de l'OCDE
- 43 Part des profits dans certains pays de l'OCDE
- 44 Epargne et investissement par secteur dans certains pays
- 45 Parc automobile à niveau de revenu par habitant comparable
- 46 Production et commerce de véhicules automobiles : Mexique, Brésil, Argentine et République de Corée, 1976-1996
- 47 Part des primes dans la rémunération totale du travail au Japon en 1983, selon la taille de l'entreprise, l'ancienneté et la catégorie d'emploi
- 48 Part des primes dans la rémunération totale du travail en République de Corée par taille d'entreprise, catégorie d'emploi et sexe

LISTE DES ENCADRES ET GRAPHIQUES

Encadrés

- 1 Principales modalités de paiement dans le commerce international
- 2 Principales caractéristiques de l'Initiative PPTE
- 3 Endettement supportable : quelques notions
- 4 Convergence économique : Mesures des concepts
- 5 Le décollage de la Suède
- 6 Répartition du revenu et mesure de l'inégalité
- 7 Croissance et répartition selon les théories classique et keynésienne
- 8 Les systèmes d'épargne obligatoire de Singapour et de la Malaisie
- 9 La réforme de la fiscalité et l'épargne des entreprises

Graphiques

- 1 Convergence et divergence des revenus entre les pays au cours de la période 1870-1913
- 2 Niveaux de productivité dans les pays d'Europe occidentale en 1870 et en 1913 par rapport à ceux des Etats-Unis
- 3 Productivité dans certains pays en développement, par rapport aux Etats-Unis, 1950-1992
- 4 Répartition mondiale des revenus, 1965-1990
- 5 Convergence et divergence des revenus entre les pays en développement, 1960-1990
- 6 Taux de rendement du capital dans le secteur commercial des pays du G7
- 7 Bénéfices et investissement dans les pays du G7, 1980
- 8 Physionomie récente de la répartition personnelle du revenu dans 92 pays
- 9 Evolution des revenus de différentes catégories de travailleurs urbains dans les pays d'Amérique latine au cours de la décennie 90
- 10 Part des salaires dans la valeur ajoutée par l'industrie manufacturière dans 26 pays en développement
- 11 Argentine, Brésil et Mexique : salaires réels et chômage urbain, 1990-1996
- 12 Répartition de la valeur ajoutée par les entreprises industrielles en Turquie, 1978-1986
- 13 Intensité de travail qualifié et de technologies des exportations et niveau d'éducation dans certains pays au cours des années 90
- 14A Pays à bas revenu : Part des revenus du quintile le plus riche dans les revenus totaux des ménages, et part de l'investissement privé dans le PIB, 1970-1994
- 14B Pays à revenu intermédiaire : Part des revenus du quintile le plus riche dans les revenus totaux des ménages, et part de l'investissement privé dans le PIB, 1970-1994
- 15A Taux d'accumulation/concentration dans certains pays en développement, 1970-1979
- 15B Taux d'accumulation/concentration dans certains pays en développement, 1980-1994

LISTE DES ENCADRES ET GRAPHIQUES (suite)

Graphiques

- 16 Part des profits dans la valeur ajoutée manufacturière et part du quintile supérieur dans les revenus totaux des ménages, 1970-1992 : comparaison entre certains pays en développement
- 17 Intéressement des travailleurs en pourcentage des rémunérations au Japon et en République de Corée
- 18 Intéressement des travailleurs et épargne des ménages au Japon, 1958-1978

NOTES EXPLICATIVES

Classement des pays et des groupes de produits

La classification des pays utilisée dans le présent Rapport est en général la même que dans le *Manuel de statistiques du commerce international et du développement, 1994*¹. Elle n'a été adoptée qu'aux fins de présentation des statistiques ou pour la commodité de l'analyse et n'implique pas nécessairement l'expression d'une opinion quant au niveau de développement de tel ou tel pays ou région. Comme indiqué dans l'avant-propos du *Manuel*, la classification diffère de celle qui était utilisée précédemment, en particulier pour ce qui est des agrégats régionaux et totaux pour les pays en développement.

Toute référence à des "pays" s'entend de pays, territoires ou zones, selon qu'il convient.

Toute référence à l'"Amérique latine" dans le texte ou les tableaux englobe les pays des Caraïbes, sauf indication contraire.

Sauf indication contraire, la classification par groupe de produits qui est utilisée dans le présent Rapport est en général la même que dans le *Manuel de statistiques du commerce international et du développement, 1994*.

Autres notes

Sauf indication contraire, le terme "dollar" s'entend du dollar des Etats-Unis d'Amérique.

Le terme "tonne" désigne la tonne métrique.

Les taux annuels de croissance et de variation sont des taux composés.

Sauf indication contraire, les exportations sont exprimées en valeur f.o.b. et les importations en valeur c.a.f.

Le trait d'union (-) entre deux millésimes, par exemple 1988-1990, indique qu'il s'agit de la période tout entière (y compris la première année mentionnée et la dernière).

La barre oblique (/) entre deux millésimes, par exemple 1990/91, indique qu'il s'agit d'un exercice financier ou d'une campagne agricole.

Deux points (..) signifient que les données ne sont pas disponibles ou ne sont pas fournies séparément.

Un tiret (-) signifie que le montant est nul ou négligeable.

Un point (.) signifie que la rubrique est sans objet.

Le signe plus (+) avant un chiffre indique un accroissement; le signe moins (-) avant un chiffre indique une baisse.

Les chiffres ayant été arrondis, leur somme et celle des pourcentages figurant dans les tableaux ne correspondent pas nécessairement aux totaux indiqués.

¹Publications des Nations Unies, numéro de vente : E/F.95.II.D.15.

ABREVIATIONS

ACP	Afrique, Caraïbes et Pacifique
ADPIC	Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce
AELE	Association européenne de libre-échange
AGCS	Accord général sur le commerce des services
ALENA	Accord de libre-échange nord-américain (Canada, Etats-Unis, Mexique)
AMF	Arrangement multifibres
ANASE	Association des nations de l'Asie du Sud-Est
APD	Aide publique au développement
BID	Banque interaméricaine de développement
BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque mondiale)
BRI	Banque de règlements internationaux
CAD	Comité d'aide au développement (OCDE)
c.a.f.	coût, assurance, fret
CEA	Commission économique pour l'Europe
CEE	Communauté économique européenne
CEI	Communauté d'Etats indépendants
CEE/ONU	Commission économique pour l'Europe de l'Organisation des Nations Unies
CEPALC	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CESAP	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
CFA	Communauté financière africaine (zone franc)
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
CTCI	Classification type pour le commerce international
DTS	droits de tirage spéciaux
ECU	Unité monétaire européenne
f.o.b.	franco à bord
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FAS	Facilité d'ajustement structurel (FMI)
FASR	Facilité d'ajustement structurel renforcée (FMI)
FIDA	Fonds international de développement agricole
FMI	Fonds monétaire international
GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
IDA	Association internationale de développement
IED	Investissement(s) étranger(s) direct(s)
LIBOR	Taux interbancaire offert à Londres
MERCOSUR	Marché commun du cône austral
MIC	Mesures concernant les investissements et liées au commerce
NPI	Nouveaux pays industriels
NPF	Nation la plus favorisée
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OIT	Organisation internationale du Travail
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMPI	Organisation mondiale de la propriété intellectuelle
ONG	Organisation non gouvernementale
ONUUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
PAS	Programme d'ajustement structurel
PIB	produit intérieur brut
PMA	Pays les moins avancés
PNB	produit national brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
SFI	Société financière internationale
SGP	Système généralisé de préférences
SH	Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises
SME	Système monétaire européen
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
UE	Union européenne
UME	Union monétaire et économique
UNU	Université des Nations Unies
WIDER	Institut mondial de recherche sur l'économie du développement

APERCU GENERAL

Les grandes tendances

L'économie mondiale demeure apathique. Bien que l'inflation ait reculé presque partout, la croissance ne s'est pas accélérée, contrairement à ce que l'on pouvait espérer. Depuis le début de la décennie, la production mondiale a augmenté d'environ 2 % par an en moyenne, contre à peu près 3 % pendant les turbulentes années 80. Une reprise économique s'est amorcée en 1993, mais la croissance n'a jamais dépassé 3 % durant les années suivantes, y compris 1996. Tout porte à croire que les progrès resteront lents.

Dans les pays développés, le taux de croissance moyen est tombé de 2,8 % dans les années 80 à 1,8 % depuis 1990. Un ralentissement a été observé dans tous les principaux membres de ce groupe, même aux Etats-Unis (2,3 % en moyenne pour la décennie en cours, contre 2,7 % pour la précédente). La contribution des divers pays industrialisés à la croissance mondiale a varié selon les périodes, les cycles économiques étant de plus en plus désynchronisés. En 1993 et 1994, l'expansion a été plus rapide aux Etats-Unis que dans l'Union européenne (UE) et au Japon; en 1995, l'UE a surclassé les deux autres pays; en 1996, c'était le Japon qui venait en tête.

Certaines tendances se dessinent depuis 1990 dans les pays en développement, où la croissance est de 4,8 % en moyenne si l'on inclut la Chine, et de 3,9 % dans le cas contraire. Elle est due en grande partie à l'Asie de l'Est, où l'essor a été à la fois rapide et continu. En Amérique latine, la croissance a été non seulement plus irrégulière, mais encore beaucoup plus faible dans l'ensemble - moins de 3 % par an. En Afrique, la baisse du revenu réel par habitant, qui avait commencé dans les années 80, s'est poursuivie au début de la présente décennie. Les choses se sont toutefois nettement améliorées ces deux dernières années, la production augmentant plus rapidement que la population pour la première fois depuis longtemps.

L'année 1996 a été marquée notamment par le ralentissement du commerce mondial. Alors que les exportations de marchandises avaient progressé trois à quatre fois plus vite que la production mondiale en 1994 et 1995, la différence de tempo s'est nettement réduite - tendance qui devrait se poursuivre au cours des années à venir, au fur et à mesure que s'atténueront les effets initiaux de la libéralisation générale des échanges, en particulier dans les pays en développement. Cette décélération est également allée de pair avec une baisse des cours de nombreux produits de base autres que le pétrole - et en particulier de produits importants pour les pays en développement - après deux années de hausse soutenue.

La vaste reprise observée en Afrique subsaharienne est due principalement à une meilleure gestion des affaires publiques et à la fermeté des prix de certains produits de base, ainsi qu'à des conditions météorologiques nettement plus clémentes et à un recul des troubles civils. Certains de ces facteurs ont toutefois un caractère ponctuel. Une reprise durable exige une augmentation

des exportations de produits non traditionnels et des recettes correspondantes, pour permettre de financer les importations nécessaires à l'investissement. Elle passe aussi par une meilleure utilisation de la capacité actuelle. Or, les recettes d'exportation de nombreux pays de la région sont hypothéquées par le paiement des arriérés croissants de leur dette extérieure. L'allègement de la dette, l'apport d'argent frais et la poursuite des efforts nationaux sont donc indispensables pour étayer le redressement de l'Afrique.

A cet égard, l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés, lancée par la Banque mondiale et le FMI, est extrêmement prometteuse. Il est cependant essentiel qu'elle soit mise en oeuvre rapidement et avec souplesse, de façon que les intéressés puissent en bénéficier sans tarder. Si, comme d'aucuns le craignent, les critères d'admissibilité et de viabilité se révèlent trop restrictifs, certains pays ayant besoin d'un allègement immédiat risquent de ne pas pouvoir en profiter du tout. Il importe de se montrer plus accommodant et d'agir vite si l'on veut sortir vraiment de l'ornière les pays pauvres lourdement endettés non seulement d'Afrique, mais encore d'autres régions.

En Amérique latine, le taux de croissance moyen a atteint 3,3 % en 1996, grâce à la reprise enregistrée au Mexique et en Argentine ainsi qu'au grand dynamisme du Chili, qui ne s'est pas démenti. Les exportations sont restées le principal moteur de la demande dans la plupart des pays, en raison notamment de l'essor du commerce intrarégional. Toutefois, pour l'ensemble de la région, le taux de croissance des exportations de marchandises (en valeur) a fléchi de plus de moitié par rapport à celui de l'année précédente, revenant à environ 10 %. La majorité des pays demeurent aux prises avec de difficiles dilemmes, recherchant à la fois la croissance et la stabilité des prix. La lutte contre l'inflation dépend en grande partie de la stabilité du taux de change nominal, mais une croissance même modérée va souvent de pair avec une augmentation du déficit du compte des opérations courantes. Pour la plupart des pays d'Amérique latine, toute la question est de savoir comment arriver à concilier l'équilibre extérieur et un taux de change compétitif avec la croissance et des prix stables.

Les pays asiatiques ont continué à avoir le vent en poupe en 1996, mais leur allure s'est ralentie avec la baisse des exportations. Certains Etats d'Asie de l'Est et du Sud-Est ont changé de cap, s'attachant à résorber le déficit croissant de leurs opérations courantes, à combattre l'inflation et, dans certains cas, à remédier aux carences du secteur financier. La Chine a réussi à ramener l'inflation au-dessous de 10 %, tout en conservant un taux de croissance économique atteignant presque ce chiffre. Dans certains pays, le ralentissement tient aux difficultés rencontrées pour maintenir l'élan des exportations, une fois franchies les étapes relativement faciles de la production de biens laborivores pour les marchés étrangers. Le perfectionnement technique et l'amélioration de la productivité sont également importants pour soutenir les exportations.

Pour les pays européens en transition, le tableau demeure contrasté. Leur production globale a diminué de 2,8 %, comme l'année précédente. La production moyenne a continué de fléchir dans la Communauté d'Etats indépendants, mais si le recul a été particulièrement net pour la Fédération de Russie et l'Ukraine, la croissance a enfin repris dans d'autres membres

du groupe. En Europe centrale et en Europe orientale, seuls quelques pays ont progressé régulièrement. En général, cependant, leur balance des opérations courantes s'est détériorée par suite de l'appréciation de la monnaie (due elle-même à l'afflux de capitaux), des réductions tarifaires et du ralentissement des exportations vers l'Europe occidentale.

Les Etats d'Europe centrale et orientale, d'Asie de l'Est et d'Amérique latine comptent tous encore beaucoup sur les apports privés de capitaux pour financer le déficit de leurs opérations courantes. En 1996 et au début de 1997, on a observé un net accroissement des principaux courants financiers à destination de nombreux pays de ces régions, dont l'intégration dans le réseau mondial de marchés de capitaux est maintenant chose faite. Les entrées de fonds ponctuelles liées à l'intégration deviennent moins importantes pour ces pays qui sont désormais sensibles aux changements d'opinion et à l'"humeur" - bonne ou mauvaise - des investisseurs internationaux. Par exemple, certains d'entre eux ont connu dernièrement une hémorragie de capitaux et de fortes pressions à la baisse se sont exercées sur leur monnaie, en raison de la réaction des investisseurs au déficit du compte courant ou à la fragilisation du système financier national. Il semble donc que, pour être supportables, les déficits doivent être inférieurs aux niveaux enregistrés récemment. Il faut tenir compte de l'influence de la politique concernant les taux de change et le compte des opérations en capital - ainsi que de la politique monétaire en général - sur la réaction du marché, et s'employer à maîtriser les entrées et les sorties de fonds.

Parmi les principaux pays industrialisés, les Etats-Unis ont connu une expansion plus durable que ne l'avaient prédit la plupart des prévisionnistes. Après six années de croissance continue, les taux de chômage et d'inflation sont tombés extrêmement bas - moins de 5 % et de 3 %, respectivement - contredisant l'opinion générale selon laquelle un chômage inférieur à 6 %, attiserait l'inflation. En effet, la politique monétaire a permis au taux de chômage de descendre jusqu'à 4,8 % au début de 1997, mais l'inflation a continué à reculer. A cet égard, dans le *Rapport sur le commerce et le développement* de 1995, on avait exprimé l'opinion que le problème du chômage dans le Nord ne serait résolu que si les banques centrales faisaient preuve d'audace et mettaient à l'essai leur théorie concernant le taux de chômage compatible avec une inflation stable.

La reprise aux Etats-Unis, a été mue principalement par l'investissement - qui a entraîné une nette augmentation de la productivité, en particulier dans l'industrie manufacturière. Toutefois, les gains qui en ont découlé ont surtout contribué à grossir les bénéfices. En 1996, au bout de six ans d'expansion, le niveau moyen des salaires hebdomadaires bruts, en valeur réelle, était inférieur à celui de 1991 (lui-même plus bas que celui de 1997). En revanche, la part des bénéfices dans la valeur ajoutée brute a augmenté de 3,5 points de pourcentage de 1992 à 1996 pour les entreprises non financières.

Le Japon a enfin recueilli les fruits de ses réformes budgétaires, le taux de croissance atteignant 3,5 % en 1996 au sortir d'une récession prolongée. La reprise a aussi été grandement facilitée par la dépréciation du yen par rapport au dollar. Toutefois, le coup de fouet donné par les mesures d'urgence a été momentané, et les plans actuels visent à réduire le déficit du budget. La croissance de l'économie dépendra donc de plus en plus des exportations et, partant, du taux de change du yen.

En Europe occidentale (hormis le Royaume-Uni), la reprise tant espérée se fait toujours attendre et le chômage a atteint des niveaux records. Comme on le prévoyait dans le *Rapport sur le commerce et le développement de 1996*, les efforts déployés pour satisfaire aux critères de Maastricht concernant le déficit budgétaire ont empêché les stabilisateurs automatiques de jouer leur rôle, d'où un renforcement des pressions déflationnistes et une aggravation du chômage. Le taux de croissance est tombé au-dessous de 1,5 % en France et en Allemagne. La contraction a encore été plus marquée en Italie, où il est passé de 3 % à moins de 1 %. En revanche, l'expansion s'est poursuivie au Royaume-Uni, en grande partie grâce à une augmentation de la consommation privée.

L'évolution politique dans l'Union européenne donne cependant à penser que les gouvernements ont de plus en plus de mal à concilier la promotion de la croissance et de l'emploi avec la réalisation des objectifs budgétaires. Ceux-ci ont été fixés en vue de favoriser la stabilité monétaire. On constate effectivement une convergence remarquable des taux d'inflation et d'intérêt entre les principaux pays de l'UE, et les taux de change sont également stables, bien que les déficits demeurent dans l'ensemble supérieurs aux niveaux prévus. Pourtant, le débat au sujet des critères de Maastricht crée une situation qui risque de déstabiliser les marchés de capitaux et des marchés des changes. Pour instaurer un climat propice à la croissance et à l'emploi sans sacrifier la stabilité, le mieux est donc peut-être, comme on le suggérait dans le *Rapport de 1994*, de trancher le noeud gordien de la convergence budgétaire et de réaliser l'union monétaire le plus tôt possible.

Le fait que les grands pays industrialisés ne contribuent pas tous dans la même mesure à la demande mondiale, joint à l'appréciation du dollar, a provoqué des déséquilibres commerciaux analogues à ceux des années 80, avec un déficit qui se creuse aux Etats-Unis et des excédents qui augmentent en Europe occidentale et au Japon. La demande intérieure a connu un vif essor aux Etats-Unis, mais dans la plupart des autres pays industrialisés ce sont les exportations qui sont restées le principal ressort de la croissance.

L'expérience des années 80 montre que l'aggravation du déséquilibre des échanges et le désalignement des taux de change sont préjudiciables au système commercial international et à la stabilité monétaire. Aujourd'hui, ces déséquilibres ne sont pas imputables au déficit budgétaire des Etats-Unis - alors qu'ils l'étaient dans les années 80 - car celui-ci s'est en fait contracté. Ce sont donc les pays excédentaires qui détiennent les clés de l'ajustement. Autrement dit, le rééquilibrage de la demande mondiale et du commerce passe par une expansion de la demande en Europe et au Japon, plutôt que par un durcissement de la politique monétaire aux Etats-Unis.

De surcroît, pareil durcissement pourrait avoir pour effet non seulement de creuser l'écart déflationniste mondial, mais encore, s'il s'accompagnait d'une hausse du dollar, d'accentuer au lieu d'atténuer les déséquilibres commerciaux. L'histoire montre qu'en cas de croissance apathique, associée à une montée du chômage et à une aggravation de ces déséquilibres, il peut être difficile de résister aux pressions protectionnistes et d'éviter les frictions commerciales. En outre, ces frictions, jointes à une hausse du dollar et des taux d'intérêt, auraient aujourd'hui pour les pays en développement des

conséquences beaucoup plus lourdes que dans les années 80, car nombre de ces pays sont mieux intégrés dans le système commercial et financier mondial et sont plus tributaires de flux de capitaux d'une grande liquidité.

Mondialisation, croissance et répartition des revenus

Aggravation de l'inégalité

L'évolution de l'économie mondiale depuis le début des années 80 a été principalement caractérisée par la libération des forces du marché. Dans le monde entier, on dérègle les marchés et on les ouvre à la concurrence internationale. La "main invisible" s'exerce désormais à l'échelle planétaire et il y avait longtemps que les gouvernements ne lui avaient pas laissé le champ aussi libre. De nombreux observateurs pensent que la concurrence mondiale devrait accélérer la croissance et favoriser la convergence des revenus ainsi que des niveaux de vie.

Mais l'économie mondiale a aussi été marquée, depuis le début des années 80, par une aggravation de l'inégalité et par une croissance molle. Le fossé entre les revenus du Nord et ceux du Sud a continué de se creuser. En 1965, le revenu moyen par habitant des pays du G-7 était 20 fois plus élevé que celui des sept pays les plus pauvres du globe. En 1995, il était 39 fois supérieur.

Certes, dans plusieurs pays en développement la croissance a été plus rapide que dans les pays industrialisés, sans toutefois être suffisante pour réduire l'écart absolu entre les revenus par habitant. En Afrique, où cet écart s'est creusé au cours des trois dernières décennies, le revenu moyen par habitant ne représente aujourd'hui que 7 % de celui des pays industrialisés. En Amérique latine, le changement a été plus brutal : la proportion est passée de plus d'un tiers à la fin des années 70 à seulement un quart aujourd'hui. Seuls quelques pays d'Asie de l'Est ont réussi à conserver une croissance assez rapide pour se rapprocher du Nord, voire dans certains cas le rattraper. Mais quand ils sont passés dans la catégorie des nations à revenu élevé, peu de pays en développement sont parvenus à prendre leur place; les pays à revenu intermédiaire - entre 40 et 80 % du revenu moyen des pays avancés - sont moins nombreux aujourd'hui que dans les années 70.

La polarisation des pays s'est accompagnée d'une aggravation des inégalités internes. La part du revenu national détenue par les 20 % les plus riches de la population a augmenté presque partout à partir du début des années 80, ce qui représente bien souvent une inversion de la tendance observée depuis la fin de la guerre. Dans plus de la moitié des pays en développement, elle dépasse 50 %. Le niveau de vie de ceux qui sont au bas de l'échelle ne s'est pas amélioré vraiment et, parfois, s'est en fait détérioré. Dans beaucoup de pays, le revenu des 20 % les plus pauvres de la population n'équivaut pas même au dixième de celui des 20 % les plus riches. Mais l'augmentation de la part des riches est également toujours allée de pair avec une diminution de celle de la classe moyenne. Cet amenuisement de la classe moyenne est devenu dans bien des cas une importante caractéristique de la répartition des revenus.

L'élargissement des écarts entre les catégories de revenu est notable dans tous les pays en développement, quel que soit leur degré de réussite et que leur stratégie soit axée sur l'exportation ou sur le marché intérieur. En Asie de l'Est, l'inégalité s'est aggravée (dans une plus ou moins large mesure) tant dans les NPI du premier rang que dans ceux du deuxième au cours des 20 dernières années. Sauf dans la République de Corée et dans la Province chinoise de Taiwan, elle y est aujourd'hui aussi importante, voire plus, que dans les autres pays en développement. En Amérique latine, la crise de la dette du début des années 80 et le marasme économique qui a suivi ont provoqué une détérioration de la situation, mais la reprise ultérieure n'a pas inversé la tendance. En Afrique, l'inégalité est de plus en plus marquée dans les campagnes.

Ces tendances sont imputables à des forces communes déclenchées par la libéralisation rapide, qui favorisent certaines catégories sociales par rapport à d'autres :

- La disparité croissante des salaires des travailleurs qualifiés et des travailleurs non qualifiés pose un problème non seulement dans les pays développés, mais encore dans le monde entier. Dans presque tous les pays en développement qui ont entrepris de libéraliser rapidement leur commerce, cette disparité s'est accentuée; en général, l'emploi des ouvriers non qualifiés a reculé et leurs salaires réels se sont fortement contractés (de 20 à 30 % dans certains pays d'Amérique latine);
- Le capital s'est développé au détriment des salaires, et la part des bénéfices s'est accrue partout. Dans quatre pays en développement sur cinq, la part des salaires dans la valeur ajoutée manufacturière est aujourd'hui nettement inférieure à ce qu'elle était dans les années 70 et au début des années 80. Dans les principaux pays industrialisés, les bénéfices ont suivi des tendances ascendantes remarquablement convergentes. Le taux de rendement du capital des entreprises des pays du G-7 est passé globalement de 12,5 % au début des années 80 à plus de 16 % au milieu des années 90, tandis que, là aussi, la part des salaires allait diminuant;
- La libéralisation financière a entraîné un alourdissement de la dette publique et de la dette privée. Une nouvelle catégorie de rentiers est apparue dans le monde entier, par suite de la nette expansion des flux internationaux de capitaux et de la hausse des taux d'intérêt réels. Dans certains pays en développement, les intérêts payés sur la dette publique et privée ont représenté jusqu'à 15 % du PIB. Lorsque les richesses sont concentrées et que la fiscalité est dégressive, comme c'est souvent le cas dans les pays en développement, la dette publique sert à redistribuer les revenus des pauvres aux riches, d'une façon qui est encore plus dégressive que la "taxation" par le biais de l'inflation. Dans le Nord comme dans le Sud, une grande partie de l'augmentation des recettes des entreprises a été absorbée par des paiements d'intérêts accrus;
- La libération des prix agricoles n'a pas toujours suffi à supprimer les déséquilibres entre villes et campagnes, ni à donner un coup de fouet aux revenus des agriculteurs, en particulier en Afrique. Dans beaucoup de pays qui s'étaient lancés dans des réformes, les termes de l'échange

intérieur pour l'agriculture ne se sont pas améliorés comme on l'avait espéré, et les prix à la production pour les cultures d'exportation sont restés bien inférieurs aux prix à la frontière. Ce sont principalement les négociants, et non les agriculteurs, qui ont recueilli les fruits de la libéralisation.

L'inégalité est-elle dangereuse ?

Il est possible que ces disparités internationales et nationales ne soient que la conséquence provisoire de la transformation rapide de l'économie mondiale. L'enrichissement des nantis peut en effet prélude à une croissance rapide et avoir des retombées positives sur tous les autres groupes socio-économiques. Tout porte cependant à croire que la croissance restera molle et que les inégalités s'accroîtront.

Au cours de la dernière décennie, le taux de croissance moyen de l'économie mondiale s'est établi à 3 % par an, soit environ 2 points de pourcentage de moins que pendant l'"Age d'or" (1950-1973). Un taux de croissance aussi modeste ne peut régler ni le problème du chômage dans les pays développés, ni celui de la pauvreté dans les pays en développement; il ne permettra pas non plus de combler le fossé entre le Nord et le Sud. Certaines des causes de ce ralentissement ont été examinées dans les livraisons précédentes du *Rapport sur le commerce et le développement*. Le fait que la concentration accrue du revenu national entre les mains d'une minorité ne s'est pas accompagnée d'une hausse de l'investissement ni d'une accélération de la croissance est particulièrement préoccupant. Dans le Nord, les bénéficiaires ont atteint des niveaux inégaux depuis les années 60, mais, en général, ils engendrent moins d'investissements et d'emplois qu'auparavant. Dans le Sud, où les riches possèdent souvent plus de la moitié du revenu national, l'investissement productif privé suffit rarement à entraîner une hausse sensible du revenu par habitant.

C'est cette concomitance de la hausse des bénéficiaires, d'une part, et de la stagnation de l'investissement, de la montée du chômage et de la baisse des salaires, d'autre part, qui doit être notre principal motif d'inquiétude. Le danger ne réside pas dans l'inégalité en soi, mais dans la manière dont les nantis emploient leurs revenus. Une toute petite partie de la population, dont les dépenses ont de vastes répercussions économiques et sociales, accumule les richesses. Pour les détenteurs du capital, l'investissement joue le rôle d'un impôt "social" sur les bénéficiaires qui justifie une concentration des revenus entre les mains de quelques-uns. Les nantis qui investissent une grande part de leurs revenus, et qui contribuent ainsi à l'amélioration générale du niveau de vie, acquièrent davantage de légitimité que ceux qui ne le font pas. Dans certains des nouveaux pays industriels d'Asie de l'Est, où les riches possèdent moins de 50 % du revenu national, l'épargne et l'investissement privés représentent un tiers du PIB - contre guère plus de 15 % dans beaucoup de pays en développement où les nantis détiennent plus de la moitié du revenu.

Certains des facteurs qui contribuent à accroître les inégalités dans le cadre de la mondialisation ont aussi pour effet de freiner l'investissement et la croissance. La libéralisation rapide des activités financières les a dissociées du commerce et de l'investissement internationaux. La hausse des taux d'intérêt provoquée par des politiques monétaires restrictives a alourdi le coût de la formation de capital et encouragé une grande partie des milieux

industriels et commerciaux à concentrer son énergie sur l'achat et la vente d'actifs de seconde main. La préférence que la finance mondiale accorde à la liquidité et les entrées/sorties éclair sur les marchés de capitaux pour réaliser des gains rapides ont découragé l'investissement à long terme dans des capacités nouvelles. La multiplication des possibilités de sortie, conjuguée à une faible augmentation de la demande et à un excédent de main-d'oeuvre, a contribué à accroître les bénéfices mondiaux, souvent sans stimuler l'investissement. La restructuration des entreprises, la suppression d'emplois et la compression des salaires sont donc devenues courantes dans un monde marqué par une croissance anémique, avec pour conséquence une plus grande insécurité de l'emploi et des revenus.

Si cette situation perdure, le risque est réel qu'une vive réaction politique ne vienne annihiler de nombreux effets bénéfiques des réformes économiques entreprises récemment dans les pays tant développés qu'en développement, voire remettre en cause certains acquis de l'intégration. Le triste exemple des années 20 et 30 nous montre avec quelle rapidité la confiance dans les marchés et dans l'ouverture peut être sapée par des événements politiques. Sans aucun doute, ce serait de nouveau les plus démunis qui feraient les frais d'une désintégration de l'économie internationale.

Quelle est la solution ?

Préoccupés par les inégalités de revenu, certains pays ont été amenés à mettre en place des dispositifs institutionnels qui restreignent fortement le rôle des marchés et de la propriété privée. S'ils ont souvent réussi à limiter les disparités de revenu pendant assez longtemps, ces dispositifs ont entraîné, dans de nombreux cas, une perte de dynamisme, puis une stagnation. La plupart des pays conviennent désormais que le prix à payer est trop élevé et qu'un certain degré d'inégalité est nécessaire pour stimuler des activités qui contribuent à la prospérité générale.

Pour les pays du Sud, toute la question est de savoir comment faire en sorte que la progression des bénéfices se traduise par une hausse de l'investissement suffisamment rapide pour que s'instaure un contrat social - les inégalités de départ pouvant être justifiées, puis réduites, par l'augmentation ultérieure des revenus et du niveau de vie de l'ensemble de la population. Pour y parvenir, il faut prendre conscience de certaines vérités incontournables. En premier lieu, il n'existe pas de loi économique qui garantisse que le niveau de revenu des pays en développement se rapprochera immanquablement de celui des pays développés. En deuxième lieu, la croissance et le développement n'entraînent pas automatiquement une réduction des inégalités. Même les pays d'Asie de l'Est en plein essor connaissent des problèmes de répartition.

Cependant, le point positif est que lorsqu'un tel rapprochement a lieu, on peut désormais l'attribuer clairement à la stratégie de développement suivie. Par ailleurs, si l'on examine les diverses phases du développement des pays d'Asie de l'Est, on s'aperçoit que les gouvernements ont un rôle important à jouer en vue de concilier croissance économique rapide et meilleure répartition des revenus.

Pour que les débats théoriques sur la convergence des revenus et des niveaux de vie cèdent la place à un programme d'action réaliste, il faut avoir une idée claire de ce qui constitue le moteur de la croissance dans une économie de marché - et qui n'est autre que le profit. Ce qui distingue les nouveaux pays industriels des autres pays en développement, c'est le dynamisme de leurs entreprises, qui épargnent et investissent une part exceptionnellement élevée de leurs bénéfices. Les mesures visant à canaliser les bénéfices de façon à accélérer la croissance peuvent également agir sur la répartition des revenus :

- **Bénéfices** : Le couple bénéfices-investissement ne sort pas spontanément renforcé d'une concurrence accrue sur le plan mondial. Certaines conditions élémentaires, telles que la stabilité politique et la garantie des droits de propriété, doivent en effet être remplies. Mais ce n'est pas suffisant. Des mesures énergiques doivent être prises pour inciter les entreprises privées à réinvestir leurs bénéfices en vue d'augmenter leur productivité, leurs capacités et leurs effectifs. Les instruments budgétaires, aussi bien les impôts que les subventions, peuvent jouer un rôle important à cet égard. Toute une panoplie de mesures, (dispositions commerciales et financières, politique de concurrence) peut en outre favoriser, dans des industries clés, une progression de la rentabilité et des investissements supérieure à celle qui découlerait du libre jeu des forces du marché. A cette fin, il est essentiel d'éliminer les circuits improductifs d'accumulation des richesses et de décourager la consommation de produits de luxe.
- **Intégration** : Il est possible d'améliorer la qualité et le volume des investissements en s'intégrant davantage dans l'économie mondiale grâce aux courants commerciaux et financiers, y compris l'IED. Toutefois, ces facteurs extérieurs doivent compléter et non remplacer les facteurs intérieurs de croissance, par le biais de l'accumulation du capital et du renforcement des capacités technologiques. Cela n'est possible que si l'intégration dans l'économie mondiale se fait de manière judicieuse et progressive, c'est-à-dire si elle est adaptée au niveau de développement économique de chaque pays et aux capacités de ses institutions et industries. Une telle stratégie est à l'opposé de la libéralisation "à tous crins" dans laquelle se sont lancés certains pays au cours des dernières années.
- **Répartition** : Le renforcement des mécanismes qui contribuent à une plus grande égalité dans le Sud passe par l'absorption rapide de l'excédent de main-d'oeuvre. Dans les campagnes, la réforme agraire, la politique agricole et les investissements publics peuvent arrêter la montée des inégalités qui caractérise la croissance des pays où la main-d'oeuvre est surabondante. La tâche sera toutefois plus difficile si la main-d'oeuvre excédentaire ne fait que se déplacer vers les zones urbaines. Au fur et à mesure que les pays se développent, il devient indispensable d'adopter une politique industrielle favorable à la modernisation afin de soutenir l'augmentation des salaires réels. Il importe tout particulièrement d'avoir une main-d'oeuvre qualifiée suffisante, faute de quoi les écarts de salaire risquent de se creuser. Tout au long de ce processus, les mesures fiscales visant à décourager la distribution des bénéfices aux particuliers sous forme de revenus et à restreindre la consommation d'articles de luxe contribuent non seulement à accélérer l'investissement

et la création d'emplois, mais aussi à réduire les inégalités de revenu entre les personnes. L'intéressement des salariés aux bénéficiaires, pratique courante en Asie de l'Est, peut également renforcer le consensus social autour du couple bénéficiaires-investissement.

Il serait souhaitable que les efforts des pays en développement s'inscrivent dans un cadre mondial favorable. On constate toutefois, parmi les asymétries de la mondialisation, que la libéralisation de l'économie mondiale s'est faite jusqu'à présent d'une manière déséquilibrée qui tend à compromettre les perspectives de croissance de ces pays en pénalisant les activités pour lesquelles ils pourraient avoir un avantage comparatif. Les échanges de marchandises ont été libéralisés plus lentement dans les secteurs où les pays en développement sont les plus compétitifs. Ainsi, le commerce de textiles ne sera totalement libre qu'au début du XXI^e siècle et les principaux blocs commerciaux continuent de protéger leur agriculture. De nouvelles formes de protection contre les exportations de produits manufacturés du Sud sont envisagées afin de remédier au chômage qui sévit dans le Nord. Si de nombreuses restrictions à la liberté du capital et des travailleurs qualifiés d'aller là où ils sont le mieux rémunérés ont été levées, on ne s'est guère soucié de supprimer les nombreuses entraves à la circulation de la main-d'oeuvre non qualifiée. Il importe que la communauté internationale élimine progressivement de telles distorsions si elle veut créer des conditions propices.

Les efforts de la communauté internationale pour aider les pays en développement risquent cependant d'être vains si la croissance économique reste molle dans le Nord. Le retour à une croissance plus rapide et à une politique de plein-emploi est donc indispensable non seulement pour triompher des deux maux que sont le chômage et l'inégalité croissante des salaires dans le Nord, mais encore pour empêcher que l'opinion publique ne s'insurge contre la mondialisation, ce qui pourrait remettre en cause les acquis de l'intégration économique internationale.

Secrétaire général de la CNUCED

Rubens Ricupero
